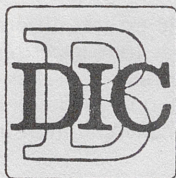


LA LETTRE DE
L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSEE



n° 2 mars 1982

EDITORIAL : HOMMAGE A PIERRE RENOUVIN

Les débuts de la carrière d'historien de Pierre Renouvin ont été liés étroitement à la création et au développement de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, devenue B.D.I.C. et Musée des Deux Guerres. Il y travailla dès 1920 en collaboration avec Camille Bloch, premier directeur de la Bibliothèque, puis en dirigea le centre de documentation fondé en 1925. La B.D.I.C. lui doit la conception de son catalogue méthodique qui assure sa notoriété dans le monde entier. Pierre Renouvin prit à son tout la direction de la B.D.I.C. de 1934 à 1939. Nommé secrétaire général de la Société d'histoire de la Guerre, il commença la publication de la *Revue d'histoire de la Guerre* qui parut de 1923 à 1939. Articles de fond et publications de documents portant essentiellement sur les événements diplomatiques et militaires alternaient avec d'importants comptes-rendus sur les livres acquis par la Bibliothèque et les publications d'archives en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en France, où le premier tome des *Documents diplomatiques* parut en 1929. Ce fut d'ailleurs l'éditeur Alfred Costes qui publia la traduction française des Documents officiels allemands.

Un effort remarquable avait été accompli par Pierre Renouvin pour analyser et discuter les thèses émises au sujet du problème capital des responsabilités allemandes dans les origines de la guerre et sur les controverses qu'elles suscitaient à l'étranger, en particulier aux États-Unis ; et c'est bien souvent dans ses comptes-rendus d'ouvrages étrangers — je pense à celui sur la *Kriegsschuldfrage* de l'historien suisse W. Naef — qu'il a été amené à préciser ses vues, largement exposées dans son livre sur *Les Origines immédiates de la guerre* (1925), remaniements d'un cours que le jeune professeur à la Sorbonne avait donné en 1922/23. Pierre Renouvin laissait d'ailleurs dans sa revue une large place à des historiens dont les conclusions n'étaient pas les siennes : on sait que Jules Isaac, dans son livre sur *Les Problèmes des origines de la guerre* (1933) s'était fait, par « obligation de conscience » l'adversaire de la thèse de la « responsabilité unilatérale » de l'Allemagne ; il eut plusieurs fois l'occasion d'exposer ses arguments ; et c'est à ses côtés que Renouvin rencontra une délégation d'enseignants allemands avec lesquels fut discuté l'aménagement scientifique des manuels scolaires des deux pays — préoccupation qui demeura essentielle pour lui et qui le conduira plusieurs fois en Allemagne, encore après la Seconde guerre mondiale.

Il n'est pas question de retracer ici l'ensemble de sa carrière. Qu'il soit seulement signalé que les années où il travailla à la Bibliothèque, alors installée au Château de Vincennes, ont peut-être été, sur le plan scientifique, les plus fécondes. Sans doute devait-il dans la suite nuancer sa pensée sur certains points, mais, au cours des années 60, quand parurent les travaux de Fritz Fischer et de son école, il reçut une confirmation éclatante de ce qu'il avait soutenu trente ans auparavant et qui avait suscité à l'époque, en France et à l'étranger, de si vives résistances. Plus tard, le champ de son investigation scientifique, limité avant 1939 à l'étude de documents diplomatiques, devait s'élargir à d'autres domaines et donner une place grandissante aux « forces profondes », économiques et morales ; mais il demeurera convaincu que c'est la volonté de puissance politique qui détermine les démarches des hommes d'État.

Jacques DROZ

LA SITUATION DE LA B.D.I.C. FIN 1981

SUITE DE L'INTERVIEW RECUEILLIE AUPRES DE VÉRONIQUE BLUM, (PARUE DANS LA LETTRE N°1)

- *C'est, sauf erreur, après le déménagement de la bibliothèque à Nanterre que vous êtes arrivée à la B.D.I.C. ?*
- Oui, c'est seulement à la fin de 1972, plus de deux ans après le déménagement et après un long intérim, que j'ai été nommée à la B.D.I.C. Dès mon arrivée j'ai constaté que la B.D.I.C. avait dépensé cette année-là le double de sa subvention . . . Des reliquats ont cependant permis d'éponger ce déficit. J'ai fait de très nombreuses démarches pour obtenir un relèvement budgétaire, mais les résultats en ont été précaires. D'abord parce que la période de pénurie commençait dans les bibliothèques universitaires, mais surtout parce qu'en octobre 1972, la B.D.I.C. venait d'être rattachée à la Bibliothèque Universitaire «B» qui regroupait artificiellement huit établissements parisiens disparates. La B.D.I.C. perdait toute personnalité à travers ce groupe, n'avait plus de budget individualisé, et ne pouvait faire de demandes au Ministère qu'à travers une administration-écran. Elle a cependant obtenu différents suppléments par le biais de crédits exceptionnels ou d'équipement, mais toujours ponctuels.
- *Et maintenant ?*
- En janvier 1979, une révision des textes a permis à la B.D.I.C. de retrouver sa personnalité en devenant Bibliothèque interuniversitaire (avec Paris I, II, VIII et X comme universités co-contractantes) ; ces textes reconnaissent également son rôle national et sa vocation internationale. Malheureusement, c'est arrivé trop tard. En 1979, les crédits des bibliothèques relevant du Ministère des Universités étaient si misérables que les budgets des bibliothèques parisiennes «anciennes» (Sorbonne, Droit, Sainte-Geneviève, B.D.I.C., etc . . .) déclarés «hors-critères» n'ont pas été revus. Le Service des Bibliothèques admettait dès 1980 que les crédits de la B.D.I.C. étaient insuffisants mais déclarait ne rien pouvoir faire de plus pour elle (sinon l'encourager vivement à faire des démarches auprès d'organismes susceptibles de lui accorder une aide !) La situation vient cependant de se modifier : en effet, les crédits 1981 qui étaient particulièrement catastrophiques ont été abondés en décembre d'une rallonge substantielle permettant d'éviter le gros déficit prévu pour la fin de l'année, et de commander quelques livres.
- *Puisque la B.D.I.C. est une bibliothèque de recherche, elle bénéficie sans doute de crédits de recherche ?*
- Depuis deux ans, elle a reçu en effet des crédits de la Mission de la Recherche. En 1980, c'était à titre de dépannage ; En 1981, elle est rentrée dans la norme et ces crédits (40 000 F pour le matériel, 50 000 F pour le personnel, 80 000 F pour l'aire culturelle Allemagne) étaient affectés à des programmes de recherche précis. De la même façon, elle a reçu 200 000 F de la D.G.R.S.T., au titre de l'aide sur programme. Ces crédits sont très précieux pour la bibliothèque ; ils lui permettent d'assurer le traitement de certains fonds (souvent de type archives) ou d'acquiescer des documents, microfilms en particulier, sur des sujets déterminés ; mais ils ne peuvent remplacer les crédits de fonctionnement pour les acquisitions normales et la constitution d'un fonds homogène. Ce qui est fondamental, c'est que le caractère spécifique de la B.D.I.C. soit reconnu au niveau de la subvention de fonctionnement, mais il est certain qu'elle est un peu un canard dans une couvée . . . Elle est très différente des bibliothèques universitaires et tous les critères existant (nombre d'étudiants, superficie des salles de lecture, par exemple) ne peuvent que la desservir. C'est de fait une bibliothèque de recherche, non une bibliothèque universitaire.
- *Espérez-vous une amélioration en 1982 ?*
- Le budget des bibliothèques universitaires, en stagnation complète depuis des années, augmentera de 26% en 1982, mais une partie seulement de ce pourcentage sera répercuté, semble-t-il, sur les établissements. Il faudrait que cette augmentation se poursuive pendant plusieurs années pour que les bibliothèques universitaires sortent de plus d'une décennie de stagnation (leur budget a été beaucoup plus faiblement augmenté ces dernières années que celui des universités, pourtant elles-mêmes en difficulté). En ce qui concerne la B.D.I.C., un effort sérieux a été fait pour 1982, et sa subvention doit être portée au minimum à 1,85 million, ce qui représente une augmentation importante, mais toutefois encore très insuffisante pour faire face aux besoins d'achats de livres et périodiques, compte tenu des frais considérables liés au bâtiment. La situation pourrait cependant être rétablie si le projet d'attribution d'un CADIST * à la B.D.I.C. pour le monde contemporain (à partir de 1914) aboutissait ; il prévoyait 530 000 F en 1981. Mais c'est problématique actuellement car l'installation de ces CADIST (il en existe onze déjà), chargés d'assurer dans un domaine précis une documentation aussi complète que possible, est très contestée par un certain nombre d'organisations syndicales ou professionnelles et nous ne savons pas si ce projet de répartition des spécialités entre différents établissements sera poursuivi. Je l'espère personnellement, car, même si certains aspects de cette opération peuvent paraître discutables, cela correspond à une politique moderne des bibliothèques, aucune ne pouvant plus prétendre être complète dans tous les domaines. Cependant, ce projet n'a de sens que si les crédits de toutes les bibliothèques leur permettent d'assurer un fonctionnement normal en satisfaisant les besoins locaux ; c'est probablement en raison de la pénurie générale qui a frappé toutes les bibliothèques ces dernières années qu'il a été mal perçu par beaucoup de professionnels alors qu'il va dans le sens de ce qui se fait dans les pays où les bibliothèques disposent de moyens beaucoup plus importants et sont mieux considérées qu'en France.
- *En conclusion ?*
- Un peu d'espoir enfin, après dix années d'efforts pour essayer d'assurer la survie de la B.D.I.C., période où nous avons pu mesurer l'attachement des lecteurs à cet établissement à l'aide qu'ils lui ont apportée. Cet attachement s'est maintenant concrétisé avec la création de l'Association des Amis de la Bibliothèque et j'attends beaucoup de son dynamisme qui sera précieux. En effet, au delà des problèmes financiers que je viens de vous exposer, la B.D.I.C. se trouve confrontée avec beaucoup d'autres difficultés : manque de personnel, locaux presque saturés en particulier.

* Centre d'Acquisition et de Diffusion de l'Information Scientifique et Technique.

LE FONDS MAX LAZARD

Plusieurs dons de très grande importance ont été faits à la B.D.I.C. ces dernières années. La nature de ces fonds est très variée : certains concernent des questions d'actualité tout à fait contemporaines. D'autres viennent enrichir les fonds « anciens » de la bibliothèque et complètent une documentation inévitablement lacunaire et généralement fort difficile à trouver.

Tel est le cas du don fait en mai 1980 par M. Didier Lazard qui a bien voulu céder à la B.D.I.C. toute la partie concernant les questions politiques et sociales de l'ample bibliothèque de son père.

Issu d'une famille de banquiers, Max Lazard (1875-1953) s'intéressa aux questions sociales lors d'un voyage qu'il fit en Grande-Bretagne. Il participa en 1906 à Milan au Congrès international pour la lutte contre le chômage, rencontre dont l'influence sur ses activités ultérieures devait être « décisive ». Il fit alors la connaissance de Louis Varlez qui « rêvait de voir se créer une association internationale d'études et de propagande contre le chômage ». En 1910, tous deux furent à l'initiative d'une grande conférence présidée par Léon Bourgeois, qui réunit des représentants de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et de l'Association internationale des Assurances sociales et à l'issue de laquelle fut créée l'Association internationale pour la lutte contre le chômage. Léon Bourgeois (1851-1925), l'un des dirigeants du Parti républicain radical et radical-socialiste en fut le président, Louis Varlez le secrétaire général et Max Lazard s'y consacra entièrement de 1911 à 1914. Pendant la Première guerre mondiale il travailla sur des questions d'armement au cabinet d'Albert Thomas. A partir de 1920 il participa comme secrétaire général adjoint de la délégation française aux travaux de la première session de la Conférence internationale du travail. Puis il fut également chargé de plusieurs missions pour le Bureau international du travail, tout en occupant une chaire d'enseignement civique à l'École Pratique de service social.

La majeure partie des 3 000 livres, brochures et numéros de périodiques provenant de sa bibliothèque est maintenant cataloguée et consultable à Nanterre. Une très grande partie des documents, quelle que soit leur nature, est consacrée aux problèmes d'organisation du travail, essentiellement avant 1914. Citons particulièrement le cas des publications de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs qui, dans les premières années de ce siècle, s'efforça d'embrasser la quasi-totalité des problèmes de la « condition ouvrière », qu'il s'agisse du travail de nuit dans les boulangeries, de la réglementation du travail des femmes et des enfants, de la lutte contre le chômage, des retraites ouvrières. Cette énumération n'est pas exhaustive . . . Plus de soixante brochures, rapports, comptes-rendus divers furent alors publiés par cette organisation. Tous sont consultables actuellement. Mentionnons également les travaux et les interventions réalisés à l'occasion des deux congrès internationaux sur le travail à domicile qui se tinrent le premier à Bruxelles en septembre 1910, le second à Zurich en septembre 1912. Des listes de participants à ces congrès permettent enfin d'en avoir une image précise.

Dans une large mesure le fonds Max Lazard, consacré aux questions de réglementation du travail mais aussi d'économie politique, est *international* : de nombreuses publications d'origine anglaise, allemande, italienne, espagnole, suisse et américaine ont également été cataloguées. Citons quelques exemples : *Umanitaria* (Milan), *Sozialer Fortschritt* (Leipzig), *International socialist review* (Chicago). Malheureusement, comme souvent en tel domaine, les publications périodiques ne sont pas complètes mais l'on peut espérer que dans un proche avenir, à partir d'autres dons, ces séries seront complétées. Ce qui a d'ailleurs été parfois le cas pour certaines d'entre elles retrouvées dans un autre don très important et sur lequel nous revenons, le don Gabrielle Duchene.

Cependant et quelles que soient ses limites — inévitables — le caractère international de ce fonds, son homogénéité le rendent extrêmement précieux. Il permet une approche nouvelle des tentatives réalisées par une certaine fraction de la bourgeoisie, un certain patronat pour mener à bien une réforme des conditions de travail au sein des milieux ouvriers et populaires dès le début de ce siècle. L'on ne saurait seulement qualifier cette entreprise de « paternaliste » même si ce mot rend compte d'une part de la réalité. Remarquons d'ailleurs qu'elle fut fort peu appréciée par les syndicats et les organisations politiques — S.F.I.O. en tête — se réclamant de la classe ouvrière. Cette méfiance se traduit par des lacunes dans la documentation concernant ces organisations — au moins jusqu'en 1914.

Cette entreprise de réforme sociale fut relayée à partir de 1920, — évidemment dans un autre contexte — par des organismes tels que le Bureau international du travail avec qui n'hésitèrent pas à coopérer plus largement certains syndicats. La trace de cette activité se retrouve dans les publications du B.I.T., largement présentes, ainsi que dans le *Bulletin international du service social*, etc.

Deux dernières remarques : une liste de l'ensemble des documents provenant du fonds Max Lazard est en cours de constitution ; elle sera, espérons-le, consultable pour les lecteurs dès que possible. Par ailleurs d'autres dons récemment reçus par la B.D.I.C. concernent, pour une part au moins, des questions proches ou identiques à celles du fonds Lazard et feront l'objet d'autres présentations dans de prochains numéros de cette *Lettre* . . .

Michel DREYFUS

LES JOURNAUX DANS LES BIBLIOTHEQUES AMÉRICAINES *

Les journaux sont définis par l'UNESCO comme « toute publication périodique mise en vente dans le public, qui, sous forme de nouvelles écrites, sert de source primaire des événements courants, dans le domaine des affaires publiques et gouvernementales ». Ajoutons deux éléments importants : les journaux ont une périodicité qui va de un à sept numéros par semaine, et ils sont imprimés sur papier-journal.

Par ces seules définitions, on saisit les problèmes très difficiles posés aux bibliothèques par l'acquisition, la conservation et la communication de ce type de document, essentiel et irremplaçable pour l'histoire sous tous ses aspects.

L'acquisition des journaux d'une part est extrêmement coûteuse, même si très variable pour des raisons diverses (depuis le *Quotidien du peuple* de Pékin à 70 Fr par an, jusqu'au *Jornal do Brasil* à 15 000 Fr par an) ; obtenir une collection complète tient souvent du chef-d'œuvre, qu'il s'agisse de pays où les messageries fonctionnent mal comme les États africains, ou de pays comme l'Italie où les grèves répétées occasionnent des lacunes irréparables.

La conservation d'autre part pose la question aiguë de la place, devant le flot, le déluge que représente l'arrivée quotidienne de centaines sinon de milliers de numéros de journaux. Mais le plus grave est l'auto-destruction spontanée à plus ou moins long terme du support, du papier-journal, cette matière qui n'a jamais été conçue par les éditeurs que pour durer un seul jour, et dont la qualité atteint des degrés extrêmes de pauvreté en temps de guerres, de révolutions, etc.

La communication enfin demande une manutention pénible par le poids des volumes à soulever et transporter ; et chaque consultation entraîne une détérioration inévitable par brisure, déchirure, pliure. De plus, le format, le poids et la fragilité de ces volumes les excluent par force de tout prêt extérieur inter-bibliothèques. Ajoutons à cela l'impossibilité de photocopier une page de journal, qui serait ainsi soumise à une brûlure accélérée, et l'énorme difficulté de photographier un format généralement très grand.

Si une bibliothèque au monde s'est trouvée devant tous ces problèmes dans une mesure gigantesque, c'est la LIBRARY OF CONGRESS de Washington, où les journaux furent le plus vieux type de document collecté dès l'origine, à New York puis à Philadelphie puis à Washington. D'abord, ce furent tous les journaux américains, puis les journaux français à cause de l'alliance franco-américaine du 18^e siècle, les journaux britanniques naturellement ; et c'est maintenant une fonction de la L.C. de collecter les journaux des U.S.A. et du monde entier, pour l'usage des membres du Congrès.

Pour résoudre ces problèmes, la L.C. a adopté depuis une vingtaine d'années des solutions qui paraissent absolument révolutionnaires aux yeux du visiteur européen traditionaliste et conservateur.

* G. Delépine, conservateur responsable du service des périodiques à la B.D.I.C., a bénéficié d'une bourse Fulbright en 1981 qui lui a permis de visiter certaines bibliothèques américaines.

En ce qui concerne les collections déjà acquises, un immense travail de microfilmage a été entrepris, titre après titre, qui a pour but de tout transférer du support-papier journal sur support-microfilm, et de détruire purement et simplement l'édition originale : pour ceci, on casse les reliures de chaque collection, on effectue un collationnement très rigoureux, on tente de combler les lacunes ou de remplacer les numéros abîmés en faisant appel à toutes les autres bibliothèques d'Amérique ou d'ailleurs (la B.D.I.C. a plusieurs fois été sollicitée), on établit un état bibliographique exact, on envoie à l'atelier de microfilmage qui établit un négatif (qui sera conservé dans des magasins froids et régulièrement vérifié), et on remplace enfin par un microfilm positif l'édition originale qui est alors détruite. Au train où vont ces opérations, on peut estimer que dans une quinzaine d'années, il n'y aura plus un seul journal sur papier conservé à la L.C.

Cependant, que les bibliophiles se rassurent : tout n'est pas détruit ! En fait, si tout est bien microfilmé, la destruction ne concerne que les journaux depuis le milieu du 19^e siècle ; auparavant, leur nombre limité, et surtout l'excellente qualité de leur papier, ne justifient en rien leur élimination, et ils sont conservés. De plus, sont gardés les journaux correspondant à des événements très importants : tous ceux annonçant l'assassinat de Lincoln, le naufrage du *Lusitania*, l'exploit de Lindbergh, les premiers hommes sur la lune ou la visite du pape aux U.S.A., les journaux russes de la révolution de 1917, tous les français de 1940-1944, etc. Cependant, ils ne sont plus communiqués, et seuls leurs microfilms sont accessibles. Un autre type de publication à caractère bibliophilique : les fameux «comics», surtout ceux d'entre les deux guerres, sont précieusement conservés.

Pour les collections actuelles, une politique a été adoptée depuis la fin de la guerre, qui permet dans une très grande mesure à la L.C. d'atteindre son but.

Les journaux américains, eux, après avoir été gardés plus ou moins longtemps pour l'usage des membres du Congrès, sont tous remplacés par des microfilms.

Quand aux journaux étrangers, sauf les très grands titres d'intérêt international pour lesquels l'abonnement est souscrit, la plupart sont achetés dans leur édition sur microfilm quand elle existe ; quand elle n'existe pas, la L.C. souscrit l'abonnement et produit ensuite le microfilm dans ses ateliers. De plus, d'importantes parties du monde sont couvertes par les annexes de la L.C. qui ont été établies après la guerre : à New-Delhi pour le Sud-Est asiatique et l'Extrême-Orient, à Nairobi pour l'Afrique orientale et Madagascar, au Caire pour le Moyen-Orient. New-Delhi est l'annexe la plus grande, qui acquiert sur place le plus grand nombre possible de titres, qui en établit les microfilms négatifs, et qui envoie ceux-ci, seuls, à Washington. Les autres annexes ne produisent pas les microfilms, et s'efforcent d'acquérir tous les journaux qui sont ensuite envoyés à Washington, qui les microfilme.

Les collections de journaux sur microfilms à la L.C. deviennent donc immenses ; très facilement rangés dans les magasins (ils tiennent mille fois moins de place que les originaux) par ordre de pays puis sous-ordre alphabétique de titres les microfilms sont accessibles au lecteur dans les dix minutes qui suivent sa demande. La salle de lecture des journaux est équipée d'un grand nombre d'appareils de lecture et de reproduction de tous genres et tous formats, qui s'augmentent et se modernisent chaque année. Si on ajoute que cette salle contient aussi toutes les bibliographies et index analytiques possibles de journaux parus dans le monde, on se trouve là devant un outil de travail immense, dont l'accessibilité est incomparable, et dont l'avenir et la sécurité paraissent assurés pour longtemps.

Il faut ajouter que toutes les autres bibliothèques d'Amérique ont entrepris à leur tour, dans la mesure de leurs moyens respectifs, d'éliminer leurs collections de journaux, et de les remplacer par les microfilms édités, d'autant que l'acquisition du microfilm est souvent bien moins onéreuse que l'abonnement au journal.

Gracie DELEPINE

**N'OUBLIEZ PAS D'ACQUITTER VOTRE COTISATION A L'ASSOCIATION :
CECI EST LA DERNIERE LETTRE QUE VOUS RECEVEZ SI VOUS N'ETES PAS
A JOUR DE VOTRE COTISATION 1981-1982.**

L'ACTUALITÉ A LA B.D.I.C. :

LA POLOGNE

Dès ses origines, la B.D.I.C. a créé puis développé un fonds polonais parmi les plus importants en Europe. Peu à peu, une tradition « polonaise » s'est établie, en particulier sous l'impulsion de Mademoiselle Lacour, conservateur aujourd'hui à la retraite. De récents événements ont projeté la Pologne et son peuple sur le devant de la scène mondiale et ont du même coup montré toute la valeur de traditions intelligemment entretenues. La B.D.I.C. est brusquement devenue l'une des seules sources d'information directe sur la Pologne d'avant et aussi d'après le 13 décembre 1981 ; une source fort riche qui présente le double avantage d'être à la disposition du public et de l'être gratuitement.

Pour la période antérieure au 13 décembre, la B.D.I.C. a reçu de très nombreuses publications officielles. Mais nous voudrions surtout insister ici sur les publications samizdats qui furent pour beaucoup dans le mouvement d'élargissement des libertés, et sont conservées en grand nombre depuis 1976. La B.D.I.C. a reçu en dépôt plus de soixante titres de périodiques, qu'elle a pu reproduire par xérigraphie. Au total plus de 7 000 pages. Ce sont des périodiques d'opposition ou du moins « hors censure » publiés clandestinement depuis quelques années, en Pologne même. Le plus ancien date de 1976 (au lendemain des événements d'Ursus et de Radom) ; le plus récent est de décembre 1981.

Ils sont pour la plupart de mauvaise qualité, tirés sur du mauvais papier à partir de stencils médiocres. Ils est probable que les xérigraphies de la B.D.I.C. les sauveront d'une destruction totale à plus ou moins brève échéance.

Un choix des articles les plus importants est déjà paru dans des revues comme *L'Alternative*, *Aneks*, *Kultura*, mais il ne représente qu'une petite partie des samizdats déposés à la B.D.I.C. Leur caractéristique la plus frappante est leur diversité. Diversité géographique : Ils viennent de toute la Pologne, avec une prépondérance pour Varsovie, Cracovie, la région de Gdansk et la Silésie. Diversité de « Clientèle ». Une dizaine s'adressent aux ouvriers : bulletins des comités de grève et bulletins d'information générale et d'information sur les droits des ouvriers à l'intérieur de leur entreprise. Trois titres, destinés aux paysans, sont entièrement consacrés aux pro-

blèmes de l'agriculture et de la vie paysanne, essentiellement dans la perspective de la défense de l'exploitation familiale. Sept titres s'adressent aux étudiants et sont de diverses tendances (catholiques, nationalistes, de gauche etc . . .). Plusieurs titres s'adressent aux catholiques, et l'un deux est entièrement consacré au Pape Jean-Paul II, « La voix du Pape ».

Diversité politique : Tout l'éventail politique est représenté, depuis la droite nationaliste et anti-sémite (*Aspekt*, *Droga*, *Opinia*, liés au Mouvement de défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, ou d'autres comme *Bratniak*, *Mouvement de la Jeune Pologne*, qui existaient avant la guerre ; au total une dizaine de titres), jusqu'à la gauche socialiste, catholique ou non (les *bulletins du K.O.R.*, *Krytyka*, *Solidarnosc*, *Robotnyk*). Certains ont été créés par des groupes anonymes ne se réclamant ni d'un parti ni d'un mouvement : *P.P.N.* (L'Entente polonaise indépendante) ou *Res publica*.

Diversité des sujets abordés : Pour la plupart, ils donnent des informations générales sur la vie politique et économique du pays, les mouvements de grève, la répression etc . . . Mais on trouve aussi beaucoup d'articles sur les « points aveugles » de l'histoire polonaise récente, escamotés par les ouvrages officiels : Katyn, l'occupation soviétique de 1939-1941 etc . . . Nombre de ces publications, avant tout littéraires, offrent aux lecteurs poésies et nouvelles refusées par la censure.

Leur périodicité tout comme leur longévité sont très variables. Certains titres n'ont connu qu'un ou deux numéros puis ont disparu. Parmi les curiosités, signalons un faux exemplaire du périodique étudiant de Wrocław «*Podaj dalej*», qui semble avoir été édité par les services de sécurité (U.B.). On retrouve là une méthode de lutte classique des forces répressives contre toute littérature clandestine.

Outre ces périodiques, la B.D.I.C. a reçu environ 25 ouvrages samizdats, concernant avant tout l'histoire de la Pologne depuis 1919. Plusieurs sont des cours destinés aux étudiants des universités clandestines.

S. COURTOIS

avec la collaboration du service polonais de la B.D.I.C.

VIE DE L'ASSOCIATION

L'activité des deux derniers mois de l'année 1981 et celle des premiers mois de 1982 a été centrée essentiellement sur une vaste campagne d'information. La plaquette-dépliant de présentation de la B.D.I.C. et la *Lettre* n°1 ont été systématiquement envoyées à toutes les personnes ou institutions susceptibles d'être intéressées par la B.D.I.C. (Universités et Centres de Recherches français et étrangers) ainsi qu'à l'ensemble de la presse.

Premiers résultats de la campagne de presse :

- deux très longues dépêches d'agence :
 - . Agence France-Presse (16 décembre 1981)
 - . Deutsche Presse-Agentur (3 février 1982)
- articles et échos dans :
 - . *Le Monde* (27 décembre 1981)
 - . *La Croix* (30 décembre 1981)
 - . *Livres Hebdo*, publié par le Cercle de la Librairie (n°1 de 1982)
 - . *Révolution* (1 janvier 1982)
 - . *Pressedients*, Institut Für Zeitgeschichte, München (5 décembre 1981)

. *L'Histoire* (n°43 - mars 1982)

- Participation à deux émissions de radio :
 - . Sur France-Culture (12 décembre 1981)
 - . Radio-France Internationale (23 janvier 1982)

Le 28 février 1982 l'Association compte 250 adhérents.

Les adhésions peuvent se prendre par correspondance et être envoyées au nom de l'Association à l'adresse de la B.D.I.C. Tarifs : étudiant 25 F, membre actif 50 F, membre bienfaiteur à partir de 100 F, organismes à partir de 150 F.

CCP 10.879.06 M Paris.

Membres du bureau provisoire :

Président : Daniel Mayer

Vice-Présidents : Jacques Droz, Henri Amouroux

Bureau : W. Berelowitch, S. Courtois, J. Delarue, G. Delépine, G. Dreyfus-Armand, R. Girault, L. Hamon, M. Lemaitre, T. Muller, R. Paris.

Membre de droit : V. Blum, directeur de la B.D.I.C.

Commission de la Lettre : L. Fioux, L. Lemonnier, O. Patrois.